

Mesdames, Messieurs,
Association CRAS
Centre Recherche Alternative
Sociale, 39 rue Gamelin
F-31100 TOULOUSE
France

dépôt le 20/06/24
radio zinzine info
04300 Limans

FORCALQUIER

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE



RADIO ZINZINE
INFO

L'IRE des chânaies

N°1010 - 20 juin 2024

Pour un soulèvement antifasciste

Appel des Soulèvements de la terre

1 -Le péril néo-fasciste est réel

Partout en Europe et dans le monde, des partis néo-fascistes s'emparent du pouvoir. Partout dans la société leurs idées xénophobes et autoritaires se répandent. Pourtant, pas question de banaliser ce qui nous arrive. Pas question de normaliser un parti fondé par des SS et des partisans de l'Algérie française.

Le RN est un parti néo-fasciste. Il fantasme la pureté d'une nation refermée sur elle-même. Une nation «blanche et catholique» qui exclut et discrimine. Il promeut une guerre de civilisation. Il exalte la virilité, la masculinité toxique et la force brute. Il perpétue le racisme colonial le plus

rance. Il stigmatise des boucs émissaires et désigne des ennemis intérieurs: hier les «judéo-bolcheviques», aujourd'hui les «islamo-gauchistes». Il prétend que les inégalités de classe, de genre et de race seraient «naturelles».

Le RN s'inscrit dans la continuité historique des fascismes du XX^{ème} siècle. À la différence de l'Italie et de l'Allemagne des années 30, le néo-fascisme n'est pas un mouvement de masse avec des milices armées qui tiennent la rue. Du moins pas encore. En revanche, il s'est incrusté au plus profond de l'appareil répressif d'État. Il gangrène en profondeur les rangs de la police et de l'armée.

En moins de 20 ans, il a imposé ses idées dans le paysage culturel et médiatique, de la télé de Bolloré aux armées de trolls sur les réseaux sociaux. Il s'est installé peu à peu comme la première force électorale du pays. Aujourd'hui, il est aux portes du pouvoir.

2 - La prise de pouvoir des néo-fascistes est le prolongement logique des politiques néo-libérales et autoritaires des gouvernements précédents

Depuis des années, droite et gauche lui préparent le terrain. Sarkozy s'est vanté de vouloir «passer les banlieues au karaté» et «débarrasser la racaille». Il a créé un ministère de l'identité nationale et multiplié les lois sécuritaires. Hollande a proclamé l'état d'urgence. Il a arrosé la jeunesse de grenades pour passer en force sa loi travail. Il a voulu introduire la «déchéance de nationalité» dans la constitution.

Macron a supprimé le droit du sol à Mayotte. Il a interdit le port de l'abaya à l'école. Il a fait voter une loi séparatisme et une loi sur l'immigration qui reprennent les propositions du RN. Il a dissout plus d'associations que n'importe quel autre gouvernement. Il soutient aveuglément l'extrême droite israélienne et le génocide qu'elle perpétue en terre de Palestine. En banlieue, à Sainte-Soline ou en Kanaky, il déploie une police radicalisée qui exerce une violence sans borne. Une police autorisée à mutiler en masse. Une police à laquelle il a délivré un permis de tuer.

Depuis 20 ans, la gauche et la droite de gouvernement s'alignent sur les idées du RN. Elles le banalisent et le normalisent. Elles appliquent une partie de sa politique sans même que celui-ci ne gouverne. Elles organisent le règne de l'état d'exception, renforcent le racisme systémique et désignent les mêmes ennemis intérieurs que lui. L'ensauvagement du capitalisme néo-libéral et la fascisation se renforcent mutuellement. L'extrême centre roule pour l'extrême droite. Longtemps, il s'est servi d'elle comme épouvantail électoral pour gagner les élections en dépit de sa politique anti-sociale. Maintenant, il s'apprête à lui céder la place.

En décrétant la dissolution de l'Assemblée Nationale, Macron lui offre un boulevard. L'extrême-droite pourrait bien revenir au pouvoir pour la première fois depuis le régime de Vichy.

Entendons-nous bien, si les gouvernements successifs lui ont soigneusement préparé le terrain, une éventuelle prise de pouvoir néo-fasciste serait tout de même un moment de bascule. Une accélération fulgurante du ravage écologique, social et colonial. Un électro-choc autoritaire pour maintenir coûte que coûte la domination capitaliste.

Difficile d'imaginer la salve de mesures qui seraient adoptées en premier lieu contre les exilés et les personnes issues de l'immigration, les musulmanes et les quartiers populaires, les personnes LGBT et les précaires, les travailleuses sociales et les associations solidaires. Difficile d'imaginer l'offensive

brutale qui serait engagée contre les luttes sociales et écologiques. Historiquement, le fascisme a toujours cherché à écraser toutes celles et ceux qui s'opposent au régime, par tous les moyens. Impossible de se figurer les agissements d'une police en roue libre avec Bardella pour Premier ministre.

3 - Ces élections sont cruciales mais les bulletins de vote ne suffiront pas à stopper la montée du fascisme

Gardons en mémoire le front populaire de 1936. Il est né dans la rue d'une manifestation anti-fasciste. Ses mesures phares - comme l'instauration des congés payés - sont le fruit d'une longue grève générale avec occupations d'usines enclenchée au lendemain de sa victoire aux élections. L'annonce par Nouveau Front Populaire (NFP) d'un moratoire sur les méga-bassines et les autoroutes dans son programme des 15 premiers jours est le fruit du rapport de force que nos luttes ont su imposer au cours des trois dernières années.

Le terrain et le tempo des Soulèvements de la terre sont ceux de la lutte, de l'auto-organisation des mouvements et de l'action directe populaire. Que le gouvernement soit néo-fasciste, macroniste ou de gauche, nous continuerons à lutter contre l'accaparement des terres par l'agro-industrie et la bétonisation du monde. Quel que soit le résultat, nos luttes et nos actions doivent franchir un cap face aux menaces conjointes du ravage écologique et de la fascisation.

Nous vivons pour l'heure un moment historique. Il ne suffit pas de faire barrage au Rassemblement National par les urnes, il faut lui barrer physiquement la route. Il ne doit pas prendre le pouvoir, ni dans trois semaines, ni dans trois ans!

C'est pourquoi nous appelons les comités locaux des Soulèvements de la terre et les collectifs d'habitantes en lutte auxquels nous sommes liés:

- *Avant les élections
 - à renforcer les manifestations contre l'extrême droite partout en France
 - à rejoindre la manifestation en hommage à Nahel le 29 juin prochain
 - à prendre part aux assemblées et aux banquets populaires ou à en initier
 - à multiplier les initiatives antifascistes à la campagne pour ne pas laisser l'extrême-droite gagner plus de terrain dans le monde rural (comme invitent à le faire depuis les luttes territoriales nos camarades de terres de lutte¹)

- *Après les élections
 - Si le RN est au pouvoir nous devons immédiatement faire en sorte qu'il ne puisse pas appliquer son programme. Voici de premières propositions d'actions communes et d'espaces de convergences. Nous invitons à les mettre en discussion au sein des comités locaux et des assemblées d'ici le 30 juin:

- Envisager dès à présent des blocages ciblés et des prises des ronds-points partout en France dès le 8 juillet.
- Monter des barrages physiques à l'exercice du pouvoir et des espaces d'auto-organisation dans la rue si le barrage électoral n'a pas été suffisant.

- Empêcher, en cas d'élection du RN, que les Jeux Olympiques assurent sous les regards du monde entier la consécration d'un gouvernement fasciste.

- Confluer massivement au village de l'eau contre les méga-bassines du 16 au 21 juillet, première grosse mobilisation estivale post-élection et lieu de rassemblement pour organiser la résistance.²

*Avant et après les élections:

- A construire une campagne d'actions contre le groupe Bolloré, acteur majeur de la logistique néo-coloniale extractiviste dont les bénéfices servent à renforcer l'hégémonie culturelle néo-fasciste à travers son empire médiatique. Ce groupe qui œuvre sans relâche à mettre l'extrême droite au pouvoir possède de multiples sites à travers le pays.

L'heure est grave.

Le temps est venu de construire un réseau de résistance, de tisser un maillage de contre-pouvoirs populaires.

Le temps est venu de nouer de nouvelles alliances et de déployer de nouvelles stratégies en allant à la rencontre de nombreux collectifs, syndicats et organisations.

Cela implique une lutte acharnée sur le terrain et une bataille culturelle.

Cela implique de prendre dès à présent les mesures qui s'imposent face à la répression en diffusant des pratiques de sécurité et de solidarité.

Cela exige d'être en mesure de jeter les bases d'une riposte en cas de bascule néo-fasciste.

Nous appuierons dans les semaines qui viennent des initiatives pour construire un front de lutte qui agrège des salarié-es, des étudiant-es, des paysan-nes, des habitant-es des quartiers populaires, des campagnes et des villes résolues à s'unir pour désarmer le fascisme.

Les soulèvements de la terre, le 14 juin 2024

1 <https://reporterre.net/Construisons-des-resistances-locales-a-l-extreme-droite>

2. Canal Telegram de la mobilisation: <https://t.me/STOPmegabassines>

Le front populaire est-il «extrême»?

-Quelques rappels à Kylian Mbappé-

On se demande souvent pourquoi les sportifs et les célébrités interviennent si peu dans le débat public. Pourquoi, alors que l'extrême droite est aux portes du pouvoir, la plupart des «stars» restent silencieuses, ou conservent des postures très tièdes.

Ce dimanche 16 juin en Allemagne, Kylian Mbappé a pris la parole sur la situation politique. Avec son influence énorme, on pouvait espérer une prise de position claire face au fascisme, mais il s'est contenté d'une déclaration en demi-teinte.

Le capitaine de l'équipe de France a expliqué qu'il ne voulait pas «représenter un pays qui ne correspond pas à [ses] valeurs» et a appelé «la jeune génération à aller voter. On peut faire la différence». Puis il a tout foutu en l'air en ajoutant: «Les extrêmes peuvent arriver au pouvoir.» Et lorsqu'un journaliste lui a demandé s'il visait un extrême plus qu'un autre, il a répondu «Non, car ce sont des idées qui divisent!»

Ici, Kylian Mbappé reprend mot pour mot la propagande macroniste: il y aurait en France des «extrêmes», ce qui met sur le même plan les héritiers des nazis et la gauche qui se bat pour la justice sociale et contre le racisme. Et face à ces «extrêmes», il y aurait le camp de la «modération», de la gentillesse et du bien, incarné par Macron et ses amis.

Commençons par la première erreur: nous l'avons vu, Macron présenté comme un rempart «centriste» et «apaisant»

s'est révélé le président le plus violent, instable et autoritaire de la Cinquième République. Il a imposé des lois racistes et ultra-libérales par 49.3, tenu des propos réactionnaires, militarisé la police, écrasé avec une férocité inédite les luttes sociales. C'est son gouvernement qui a dissous le plus d'associations depuis la guerre, qui a ordonné le plus de sanctions contre les députés, utilisé le plus de procédures d'exception... Et à présent, il n'arrête pas de parler de «guerre», de «réarmement», et vient de dissoudre l'Assemblée au moment où l'extrême droite est la plus élevée. S'il y a un bien un individu «extrême» et «dangereux», c'est l'illuminé qui squatte l'Élysée.

Ensuite, de quoi parle-t-on lorsqu'on dit «des extrêmes» dans les médias? Cela renvoie au Rassemblement National et à la France Insoumise. D'un côté, le parti de la famille Le Pen, fondé par des SS et des pétainistes, dont le programme propose toujours plus d'inégalité, de racisme, de répression, et une politique injuste socialement. De l'autre, un parti de gauche, qui propose une meilleure répartition des richesses et une société moins brutale pour les minorités. Le tour de force des médias ces dernières années est d'avoir fait croire à la population que les deux seraient «radicaux», au même niveau, et que les idées seraient également inquiétantes.

Le Front Populaire est-il «extrême»?

Absolument pas, la gauche a même rarement été aussi modérée. Pour le comprendre, regardons le vrai Front Populaire, celui de 1936. À cette époque, le grand leader socialiste, Léon Blum, celui dont tout le monde vante la grandeur aujourd'hui, estimait qu'il fallait renverser le capitalisme, chasser la bourgeoisie du pouvoir, et disait dans ses discours que la révolution et l'usage de moyens illégaux n'étaient pas à exclure. Aujourd'hui, avec un tel discours, Léon Blum serait qualifié de «black bloc d'ultra-gauche».

Au sein du parti socialiste –la SFIO– on trouvait des courants anticapitalistes et anti-impérialistes virulents comme «L'Action socialiste», certains voulant abolir l'armée, et même un groupe d'autodéfense entraîné et équipé pour affronter physiquement l'extrême droite dans la rue, les «Toujours prêts pour servir».

Il n'y a absolument rien de tout ça au Front Populaire aujourd'hui, malheureusement. Et si c'était le cas, l'intégralité des éditorialistes feraient une syncope.

Mais les socialistes n'étaient pas seuls dans le Front Populaire de 1936, on trouvait aussi un Parti Communiste beaucoup plus radical qu'aujourd'hui, et loin, très loin des idées de Fabien Roussel.

Chez les communistes, qui n'avaient aucun problème à prôner des idées révolutionnaires et à appeler à l'action violente, plusieurs dirigeants ont même basculé dans la clandestinité dans les années 1920 pour leurs propos antimilitaristes. Le PC participe alors aux combats de rue contre les fascistes, et adopte dans les années 1930 une ligne de «classe contre classe». Plus sulfureux encore, le PC obéit alors à Moscou, capitale de l'URSS. Imaginez une seule seconde qu'un parti, aujourd'hui, aligne ses choix directement sur un pays étranger ayant pour objectif de renverser le régime.

Pour épicer encore un peu la situation, l'arrivée au pouvoir du Front Populaire s'est accompagnée d'une grève totale, avec une occupation des usines et une paralysie du pays et de puissantes batailles syndicales pour forcer la bourgeoisie à cracher de l'argent. C'est par cette lutte acharnée que les français ont ainsi arraché des droits dont nous bénéficions aujourd'hui, comme les congés payés.

Fréquences FM: Forcalquier/Pertuis 100.7

Apt 92.7 -Manosque 105-Digne 95.6-Sisteron 103-

Briançon 101.4-Embrun 100.9-Gap 106.3-Aix en

Provence 88.1-Marseille et alentours, sur poste DAB+

Zinzine- site ueb: <www.radiozinzine.org>

Malheureusement, dès 1937, Léon Blum annonce une «pauvre» dans le processus de progrès social, et abandonne la République espagnole, attaquée par Franco. C'est la fin du grand espoir né l'année d'avant, et le début du compte à rebours avant le pétainisme.

90 ans plus tard, personne, absolument personne, ne dirait que le Front Populaire était «extrême». Les livres d'histoire en parlent comme d'une page glorieuse de l'histoire de France.

Une autre grande figure souvent évoquée dans les médias pour critiquer la pseudo-radicalité de la gauche actuelle, est celle de Jean Jaurès. Ce grand homme socialiste, qui a d'ailleurs été assassiné en 1914 par l'extrême droite, n'avait aucun problème à défendre la violence ouvrière contre la brutalité patronale, et à s'opposer de toutes ses forces à la guerre qui s'annonçait avec l'Allemagne. Aujourd'hui, BFM et Cnews le dépeindraient comme un «traître à la patrie» et un fauteur de trouble.

Mais alors, qu'est-ce que c'est d'«extrême gauche»? C'est, en résumé, une gauche révolutionnaire, qui veut renverser le régime, abolir la propriété privée, l'État, les classes, l'argent et l'armée. L'extrême gauche, ce sont de nombreux courants politiques, anarchistes et trotskistes notamment. À des années lumières de la gauche qui se présente aux élections actuellement.

En fait, Mélenchon s'inscrit dans l'héritage de Jaurès, ou Blum, c'est-à-dire au centre-gauche. Le Front Populaire est une alliance sociale-démocrate, ce qui n'est pas lui faire injure: un mouvement vraiment social et vraiment démocrate, contrairement aux précédents gouvernements.

Le discours sur les «extrêmes» est donc un énorme mensonge. Pour les millionnaires, classer Mélenchon et Le Pen dans la même catégorie «extrême» est assez pratique, pour diaboliser la gauche. Pour eux, le Front Populaire représente plus de danger que l'extrême droite, car elle veut leur prendre de l'argent pour le redistribuer.

Ce mensonge est une faute, car il permet de normaliser l'extrême droite. Si l'histoire nous montre que la gauche au pouvoir nous a légué les congés payés, les hausses de salaires et la sécurité sociale, elle nous montre aussi que l'extrême droite au pouvoir, c'est la dictature, la guerre et l'extermination de minorités.

Ainsi, si Kylian Mbappé veut vraiment éviter de vivre dans un pays qui ne représente «pas ses valeurs», il ferait bien d'appeler,

beaucoup plus clairement, à une mobilisation totale, dans la rue et dans les urnes, contre le RN.

<https://contre-attaque.net>

Radio Zinzine Info
F - 04300 Lumans
Tél.: 09 74 53 46 19
e-mail: info@radiozinzine.org
site: www.radiozinzine.org

Publication hebdomadaire
Com. Paritaire N°0224G87780
ISSN: 1248-2951

Directeur de Publication:
Jean Duflot
Édité et imprimé par l'
Association Radio Zinzine
Déclaration au Parquet: 9 mai 1994

Abonnement:
22 € pour 6 mois
42 € pour 1 an
abonnement de soutien 50€
Chèque à l'ordre de Radio Zinzine

Les violences fascistes se multiplient

Tour d'horizon d'attaques d'extrême droite décomplexées qui se multiplient avec la montée du Rassem-

blement National, et qui ne sont quasiment pas évoquées dans les médias nationaux:

- Une femme Rom enceinte assassinée

Elle s'appelait Angela Rostas, elle était enceinte de 7 mois. Elle a été assassinée par un raciste: un chasseur qui s'amusa à tirer sur des caravanes de Rom, et qui l'a abattue devant sa famille. C'était en Haute-Savoie, sur la commune de Chenex, le 22 février dernier.

C'est à l'heure du dîner, sur le seuil de sa caravane, qu'elle a reçu une balle dans l'abdomen, sous les yeux de ses deux enfants. La veille, d'autres tirs en direction de gens du voyage stationnés sur une aire d'accueil non loin, au village de Viry avaient été signalés, sans faire de blessés. Mais ce soir-là, Angela, qui vivait depuis un an avec son mari et ses deux filles sur ce terrain, est sortie de son habitation et a été abattue.

Il a fallu plusieurs mois pour retrouver les tireurs. Le 4 juin, des arrestations ont eu lieu: des «individus originaires de Haute-Savoie qui avaient vraisemblablement participé à d'autres faits» sur «plusieurs caravanes situées sur l'aire d'accueil des gens du voyage dans lesquelles se trouvaient plusieurs familles» qui ont «été touchées par des tirs d'arme à feu» ont été arrêtés explique la justice.

Deux chasseurs (...) ont été écroués et mis en examen pour meurtre à caractère raciste. En garde à vue, l'un a reconnu le tir, l'autre a avoué d'autres attaques, et a expliqué avoir déposé son complice et être revenue le chercher après l'assassinat.

Une femme et son bébé sont morts, à cause de chasseurs remplis de haine. À cause du racisme déversé quotidiennement contre les tziganes dans les médias. À cause du sentiment d'impunité généralisé de l'extrême droite. Dans une indifférence glaçante.

- «Vivement dans trois semaines, on pourra casser du PD»

C'était dimanche 9 juin au soir, à Paris. Le RN venait de faire le plus gros score de son histoire aux élections européennes. Une bande de néo-nazis, ivres de ce triomphe électoral et de l'annonce de dissolution de l'Assemblée, étaient descendus pour frapper.

Quatre d'entre eux ont été arrêtés après un tabassage en raison de l'orientation sexuelle, près du jardin du Luxembourg. Vers 2h du matin, armés d'un bâton et d'une ceinture, le commando a frappé et insulté la victime, âgée de 19 ans, croisée au hasard, qui rentrait chez elle, en hurlant des propos homophobes et transphobes. Un peu plus tôt, ils avaient bloqué le passage à une jeune femme en lui disant: «Gare ton vélo salope!»

Les agresseurs sont membres du GUD et du RN. Ces jeunes bourgeois fascistes se nomment Briac F.d.C. et Louis G., ou encore Halvard K. et Gabriel Lousteau. Ce dernier est le leader du GUD Paris et le fils d'un cadre du RN, Axel Lousteau, proche de Marine Le Pen. (...)

Signe de leur sentiment de toute puissance et d'impunité, ils ont revendiqué leur engagement militant en garde à vue, et l'un d'entre eux a même déclaré aux policiers: «vivement dans trois semaines, on pourra casser du PD autant qu'on veut». Dans trois semaines, quand Macron aura livré la France aux fascistes, espèrent-ils.

- Attaque fasciste contre un concert

Il était 21h30, samedi 15 juin à Angers. Une guinguette passait de la musique, sur la scène du Héron carré, situé à l'entrée d'un parc de la ville. L'ambiance festive bascule soudainement lorsqu'un commando (...) débarque armé devant cet établissement qui organise des concerts gratuits chaque été. Ils sont

une dizaine, équipés de gazeuses et de ceintures, et le visage masqué. Au moins une personne est alors tabassée au hasard.

Lorsque la police arrive, les nazis sont déjà partis, mais les forces de l'ordre menacent les clients présents, et arrêtent une personne qui partait à la recherche des agresseurs fascistes!

Précisons que cette attaque fait suite à la manifestation antifasciste qui avait eu lieu le même jour à Angers, et peu après un apéro organisé par le Front Populaire. Un des néo-nazis, le seul qui avait le visage à découvert, a été identifié il se nomme Côme Jullien de Pommerol. (...)

Lyon: "On est nazis putain"

Vendredi 14 juin à Lyon, après une manifestation contre l'extrême droite, une cinquantaine de néo-nazis a arpenté les rues de la vieille ville en commettant des agressions racistes. Plusieurs vidéos montrent leur cortège hurlant: «On est nazi putain!» «Islam hors d'Europe» ou «La France est à nous».

Dans cette ville, l'extrême droite dispose de plusieurs locaux ayant pignon sur rue, notamment une salle d'entraînement, et multiplie les attaques, y compris au couteau, dans une impunité sidérante. Encore plus fou, les autorités lyonnaises ont préféré dissoudre un collectif antifasciste, le Groupe Antifasciste Lyon et Environ, plutôt que fermer ces locaux, d'où partent depuis des années des attaques sanglantes. (...)

300 nazis dans la Meuse

Le 15 juin, plus de 300 néo-nazis ont participé à un tournoi de MMA organisé par un réseau nommé Hammerskin, en partenariat avec le groupe nazi Blood & Honour. C'était dans la commune de Combres-sous-les-Côtes dans la Meuse.

Selon le média Manif Est: «malgré la présence d'individus bien connus des renseignements territoriaux et l'exhibition publique de symboles nazis illégaux, l'intervention de la gendarmerie locale en fin d'après-midi fut de courte durée: les agents des forces de l'ordre ont quitté le rassemblement fasciste "privé" après quelques échanges courtois avec les organisateurs.»

Le média local diffuse des images, preuves à l'appui, et ajoute: «Un événement d'une telle ampleur et sous l'œil bienveillant des autorités montre que l'acceptation de dangereux néo-nazis qui récoltent de l'argent sur le sol français ne semble pas déranger», s'exclame une habitante qui veut rester anonyme. «Il s'agit d'une manifestation effrayante et qui questionne sur le "barrage à l'extrême droite" que prétend incarner le gouvernement.» La sécurité intérieure n'est pas intervenue au cours de la soirée, bien que contactée à plusieurs reprises par des habitant.es et locales/locaux.» (...)

Vous n'avez pas entendu parlé de ces agressions dans les médias, qui d'habitude montent en épingle le moindre fait divers pour créer de l'anxiété? C'est normal, les médias nationaux préfèrent diffamer la gauche toute la journée, et passer sous silence les événements qui pourraient montrer le vrai visage du Rassemblement national et de ses soutiens. Et plus largement tout ce qui pourrait empêcher la prise de pouvoir des fascistes en France. Alors faites-le savoir autour de vous.

<https://contre-attaque.net>